

OPINION DISSIDENTE COMMUNE
DE MM. AGUILAR MAWDSLEY ET RANJEVA

1. Tout en souscrivant aux décisions et à l'analyse de la Cour sur l'inexistence et l'abus de procédure, nous tenons à expliquer notre désaccord sur l'interprétation que la Cour, par le vote de la majorité de ses membres, donne aux règles de droit dont l'application a abouti au rejet de la requête en nullité de la sentence attaquée. Nous sommes convaincus que la Cour devait prononcer la nullité absolue de la sentence du 31 juillet 1989 attaquée, ainsi que l'a indiqué notre vote au paragraphe 2 du dispositif du présent arrêt. Mais dans la mesure où cette conviction n'a pas été suivie par la Cour, rien n'interdisait d'émettre un vote positif ou négatif au paragraphe 3 relatif aux effets de la validité de la sentence.

2. L'affaire est d'une importance particulière en raison des problèmes de méthode judiciaire et arbitrale qu'elle soulève. Elle présente des difficultés particulières car il s'agit d'un de ces cas dans lesquels la solution adoptée par la Cour dépend de la manière dont les problèmes sont abordés. Une approche fondée sur une démarche principalement technique ne peut pas donner satisfaction dans la mesure où elle ne permet pas de résoudre les interactions permanentes entre la norme et les méthodes d'interprétation de ladite norme. En effet l'examen de la nullité/validité voire de l'invalidité d'une sentence arbitrale amène à se prononcer sur la validité épistémologique de l'interprétation retenue par la juridiction arbitrale.

3. Dans le présent cas, on observera tout d'abord que, tout en validant la sentence arbitrale, la Cour n'a pas, à juste titre, hésité à mettre en évidence les lacunes et les faiblesses de celle-ci. Par ailleurs, les Parties au litige, par-delà les déclarations de principe, ont annoncé qu'elles étaient disposées à aménager de manière judiciaire et/ou conventionnelle les effets d'une nullité, éventuellement acquise, de la sentence attaquée. La Guinée-Bissau a introduit une nouvelle requête au fond dont les conclusions ont été reportées dans le texte de l'arrêt, tandis que le Sénégal se déclare prêt à envisager soit des négociations soit un recours devant la Cour de céans. Cette volonté convergente des Parties en faveur d'une solution définitive de l'ensemble du différend sur la base du droit doit être approuvée et pleinement appuyée. Toujours est-il que, sur le plan du droit strict, aucune certitude ne peut être établie quant à une solution définitive du différend opposant la Guinée-Bissau au Sénégal et ce malgré une procédure déjà trop longue, très complexe et excessivement onéreuse

JOINT DISSENTING OPINION
OF JUDGES AGUILAR MAWDSLEY AND RANJEVA

[Translation]

1. While endorsing the decisions and analysis of the Court with respect to both inexistence and the “abuse of legal process”, we feel we should explain our disagreement with the interpretation that the Court, by the vote of the majority of its Members, is giving to the rules of law whose application has occasioned the dismissal of the Application alleging the nullity of the contested Award. We are convinced that the Court should have declared the contested Award of 31 July 1989 to be an absolute nullity, as shown by our vote on paragraph 2 of the Operative Part of the Judgment in this case. But since the Court did not share this conviction, nothing stood in the way of an affirmative or a negative vote on paragraph 3, concerning the effects of the validity of the Award.

2. The case is of a particular significance because of the problems of judicial and arbitral method that it raises. It presents some particular difficulties as it is the kind of case in which the solution adopted by the Court depends upon the way in which the problems are tackled. An approach based upon primarily technical considerations will be bound to prove unsatisfactory in so far as it does not enable one to resolve the permanent interactions between the norm and the methods of interpretation of that norm. Indeed, an examination of the nullity/validity or even invalidity of an arbitral award involves a decision on the epistemological validity of the interpretation adopted by the arbitration tribunal.

3. In the present case, it will be seen from the outset that, while validating the Arbitral Award, the Court has quite rightly shown no hesitation about stressing the lacunae and weaknesses of that Award. Moreover, the Parties to the dispute, going beyond their declarations of principle, have announced that they were disposed to make judicial and/or conventional arrangements to cope with the effects of any finding of nullity of the contested Award. Guinea-Bissau has filed a new Application on the merits the submissions of which have been reproduced in the text of the Judgment, whereas Senegal declares that it is ready to envisage either negotiations or recourse to this Court. This convergent will of the Parties to arrive at a definitive solution of the whole of the dispute, on the basis of law, should be approved and given full support. However, from a strictly legal standpoint, one cannot be certain of a definitive solution of the dispute between Guinea-Bissau and Senegal, in spite of proceedings that have already proved unduly lengthy, very complex and excessively costly for

pour des Etats dont les économies, principalement pour la Partie demanderesse, sont tributaires des ressources de la mer ¹.

4. En raison de la nature de la compétence de la Cour internationale de Justice, dans la mesure où la présente procédure ne relève ni de l'appel ni de la cassation, mais d'un recours en annulation, nous nous abstenons de critiquer quant au fond les décisions du Tribunal arbitral qui relèvent de la responsabilité collégiale de ce Tribunal. Par ailleurs, en raison de la nouvelle requête introduite par la Guinée-Bissau, certaines questions doivent être *in petto* considérées comme pendantes devant la Cour.

5. Mais, comme organe judiciaire principal de la communauté internationale, la Cour internationale de Justice, à notre avis, a une mission spécifique : assurer la promotion de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations amicales entre les Etats, c'est-à-dire le règlement pacifique, par la voie juridictionnelle entre autres, des différends qui opposent les Etats. A ce titre, elle est naturellement incitée, en raison de son recrutement et de la représentation des principaux systèmes juridiques, à soutenir les solutions arbitrales, même si elle peut être amenée à porter un regard critique vis-à-vis des sentences arbitrales, dès lors qu'est posée la question du respect par l'arbitre du droit processuel, et à se montrer exigeante quant au caractère évident de l'autorité d'une sentence. C'est à ce prix que pourra être mieux assise la sécurité juridique dans les relations internationales et que sera consolidée la confiance, placée par les Etats, notamment les Etats en développement, dans ce mode de règlement des différends.

6. Trois points liés au problème de l'autorité de la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 soulèvent de notre part des observations critiques :

- I. L'autorité de la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 et l'autorité de la chose jugée;
- II. La question de la solution définitive de l'ensemble du différend opposant la Guinée-Bissau et le Sénégal;
- III. La défaillance du Tribunal arbitral et l'excès de pouvoir.

* * *

I. L'AUTORITÉ DE LA SENTENCE ARBITRALE DU 31 JUILLET 1989 ET L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE

7. L'omission du recours au concept juridique de l'autorité de la chose jugée mérite d'être relevée. En effet, la présomption irréfragable de vérité légale qui est attachée à une décision de justice devenue définitive est une institution commune à tous les systèmes de droit et sert de fondement au

¹ Une référence à l'article 33, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies, par analogie à l'article 279 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer, aurait été la bienvenue.

States whose economies, particularly in the case of the Applicant, are dependent upon maritime resources¹.

4. Because of the nature of the Court's jurisdiction, the present proceedings being neither an appeal nor application for cassation but an application for annulment, we shall abstain from criticizing the substance of the findings of the Arbitration Tribunal which are the collective responsibility of that Tribunal. Moreover, because of the new Application filed by Guinea-Bissau, certain questions must, *in petto*, be seen as pending before the Court.

5. However, the International Court of Justice, as the principal judicial organ of the international community, has in our view a specific mission, that of securing the promotion of international peace and security and the development of friendly relations between States — or, in other words, the peaceful settlement, by judicial means among others, of such disputes as arise between the States. On that score, the Court is naturally inclined, because of the way in which judges are recruited and the representation of the principal legal systems, to lend support to arbitral solutions, even though it may be led to cast a critical eye upon arbitral awards, once there has been any question about the arbitrators' respect for procedural law, and to prove exacting with respect to the evident character of authority of an award. This is the price of providing a sounder basis for legal security in international relations and of consolidating the trust placed by States, more particularly by developing States, in this mode of dispute settlement.

6. Three points linked to the problem of the authority of the Arbitral Award of 31 July 1989 lead us to make some critical comments:

- I. The authority of the Arbitral Award of 31 July 1989 and *res judicata*;
- II. The question of the definitive settlement of the whole of the dispute between Guinea-Bissau and Senegal;
- III. The shortcomings of the Arbitration Tribunal and *excès de pouvoir*.

* * *

I. THE AUTHORITY OF THE ARBITRAL AWARD OF 31 JULY 1989 AND *RES JUDICATA*

7. The failure to resort to the legal concept of *res judicata* is worthy of note. Indeed, the irrebuttable presumption of legal truth that attaches to a judicial decision once it has become final is an institution common to all systems of law and serves as a basis for the binding character of judicial

¹ A reference to Article 33, paragraph 1, of the Charter of the United Nations by analogy with Article 279 of the United Nations Convention on the Law of the Sea, would have been welcome.

caractère obligatoire des sentences juridictionnelles. Dans nos observations préliminaires, nous avons rappelé que la Cour a critiqué la sentence. En outre, différents faits regrettables ont émaillé la procédure arbitrale. Nous relèverons notamment : la méthode et la durée excessivement longue de la procédure arbitrale ; la technique de travail du Tribunal ; l'absence injustifiée d'un arbitre ; la déclaration du président du Tribunal ; le caractère inachevé de la délimitation après les travaux du Tribunal arbitral. Prises isolément ces critiques peuvent ne pas être suffisantes pour justifier en droit strict la nullité de la sentence attaquée. Mais, envisagées de manière cumulative, ces objections constituent un faisceau de faits qui, d'une part, sont de nature à faire naître un doute très sérieux qui affecte directement la valeur intrinsèque d'une décision de justice et qui, d'autre part, sont la cause d'effets destructeurs quant à l'autorité même de la sentence, et de sa capacité à servir de base au règlement du différend.

8. Pour la Cour, sur le plan de la technique juridique, il n'y aurait eu aucune difficulté à rejeter la requête de la Partie demanderesse en lui opposant, d'une part, les dispositions de l'article 10 du compromis d'arbitrage et, d'autre part, la règle de l'autorité de la chose jugée avec ses conséquences de droit. Une telle réponse aurait été acceptable sur le plan du formalisme juridique et aurait eu le mérite de la simplicité. Mais la démarche retenue est critiquable pour la raison suivante : la Cour, après avoir constaté que le Tribunal a accompli de façon correcte sa mission, se livre ensuite à sa propre analyse de la nature de la relation qui existe entre la première et la seconde question de l'article 2 du compromis d'arbitrage.

A notre avis, la Cour aurait dû compléter cette démarche en mettant bien en évidence l'interaction qui existe entre les griefs formulés contre la sentence et son environnement, d'une part, et l'autorité de la chose jugée, d'autre part. En effet la valeur de la décision du Tribunal ne dépend pas uniquement des qualités intrinsèques de sa démonstration ; il faut aussi tenir compte de l'ensemble des éléments qui constituent l'environnement de la sentence attaquée.

9. Pour notre part, l'autorité de la chose jugée qui fonde l'autorité même de toute décision judiciaire dépasse le cadre des bases axiomatiques du droit. Elle est une conséquence d'un faisceau de phénomènes (actes, règles, comportement, environnement...) qui doivent être pris en considération car ils contribuent au renforcement de la *convictio juris*. La démarche et la technique judiciaires ne doivent pas être exposées à une critique tirée de la « stratégie du soupçon ». Aussi nous paraît-il indispensable que, tout en adoptant une démarche concrète, un tribunal arbitral utilise aux fins de sa démonstration plusieurs et différentes techniques d'argumentation de façon à étayer et à valider sa propre méthode et ses conclusions. En l'absence de mécanisme contraignant, les conclusions judiciaires ne peuvent obtenir l'adhésion de l'esprit, *convictio juris*, qu'en faisant simultanément appel au vraisemblable, au plausible et au probable. En effet, dans un domaine différent, la logique a pu connaître un développement important lorsque, renonçant aux seules techniques

decisions. In our preliminary observations, we mentioned that the Court has criticized the Award. Moreover, the arbitral proceedings were punctuated by various regrettable facts. We refer, in particular, to the method and excessively lengthy duration of the arbitral proceedings, the Tribunal's technique of work, the unjustified absence of one arbitrator, the declaration made by the President of the Tribunal, and the incomplete character of the delimitation after the Tribunal had done its work. Taken separately, these criticisms may not suffice to justify, in strict law, a finding of nullity. However, if considered cumulatively, those objections do constitute a set of facts which, on the one hand, are such as to give rise to a very serious doubt directly affecting the intrinsic value of a judicial decision while, on the other hand, producing effects that undermine the very authority of the Award and its capacity to serve as a basis for dispute settlement.

8. As a matter of legal technique, the Court would have had no difficulty in rejecting the Applicant's request by invoking against it, firstly, the provisions of Article 10 of the Arbitration Agreement and, secondly, the rule of *res judicata* with its consequences in law. Such a response would have been acceptable from the standpoint of legal formalism and would have had the virtue of simplicity. However, the approach adopted is open to criticism on the grounds that the Court, having observed that the Tribunal had correctly accomplished its mission, then proceeds to its own analysis of the nature of the relationship between the first and second questions in Article 2 of the Arbitration Agreement.

In our view, the Court should have followed up on that approach by giving prominence to the interaction between the complaints against the Award and its attendant circumstances, on the one hand, and the authority of *res judicata*, on the other. Indeed, the value of the Tribunal's decision does not depend solely upon the intrinsic qualities of its arguments; account must also be taken of the whole set of elements surrounding the contested Award.

9. We would maintain that the concept of *res judicata* which underlies the very authority of any judicial decision, goes beyond the framework of the axiomatic bases of the law. It is a consequence of a whole set of phenomena (acts, rules, conduct, attendant circumstances . . .) which have to be taken into consideration as they contribute to the reinforcement of the *convictio juris*. The judicial approach and technique should not be exposed to criticism derived from a strategy conditioned by mistrust. We accordingly consider it necessary for an arbitration tribunal, while adopting a specific form of procedure, to use, in order to develop its reasoning, a number of different techniques of argument so as to support and validate its own method and conclusions. In the absence of an enforcement mechanism, judicial conclusions can only command intellectual support, *convictio juris*, if they rely at once upon what is likely, what is plausible, and what is probable. Indeed, in a different sphere, logic was able to undergo a significant development when, abandoning purely scholastic

scolastiques, elle a fait appel à d'autres méthodes démonstratives et argumentaires, notamment la mathématique.

10. Le débat judiciaire est en effet une confrontation entre deux logiques formelles dont l'objet est de démontrer l'incompatibilité de la logique de l'adversaire avec la norme et la règle de droit. Dans ces conditions, le juge doit dépasser la technique de la logique formelle pour vider le litige car «le ridicule et l'effrayant» représentent l'ultime conséquence de cette technique d'argumentation; or seule l'intervention de considérations de fait, telles que l'expérience quotidienne, le sens de l'incertain, du provisoire ou de l'aléatoire, peut rompre le cercle vicieux de cet univers des formes. Ainsi la logique dialectique, dans le débat judiciaire, est précieuse, car la solution ainsi dégagée pourra être plus raisonnablement acceptée comme la moins mauvaise des possibles à défaut d'être la meilleure. Il est en effet hautement souhaitable qu'une décision juridictionnelle apparaisse comme raisonnable et juste grâce à une compréhension pédagogique de la démarche du juge. Malheureusement, la logique formelle répond rarement de façon immédiate à ces considérations.

11. Si le tribunal arbitral est tenu de donner suite à cette exigence d'autorité, on ne peut ignorer aussi le droit des parties de bénéficier d'une bonne administration de la justice. En effet, la justice internationale tire toute son autorité de la confiance que les parties lui portent et il n'est que justice que cette confiance ne puisse être ébranlée ou altérée.

12. Ces considérations sont sources d'obligations pour le tribunal et les arbitres; à titre énonciatif, quelques-unes peuvent être rappelées à l'occasion de cette affaire: courtoisie des membres du tribunal; transparence de la méthode judiciaire observée; démarche réflexive et démonstrative; règlement définitif de l'ensemble du différend soumis à la justice selon les termes, l'objet et le but du compromis d'arbitrage; célérité de la délibération. Le tribunal arbitral et les membres ont l'obligation impérative de veiller à ce que la plénitude de l'autorité soit conférée à la chose jugée. C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus qu'une décision dont l'autorité est fortement contestée perd une très large part de sa valeur juridique; sa «remise en cause» la prive de l'autorité de la chose jugée.

II. LA QUESTION DE LA SOLUTION DÉFINITIVE DE L'ENSEMBLE DU DIFFÉREND OPPOSANT LA GUINÉE-BISSAU ET LE SÉNÉGAL

13. Dans le paragraphe 66 de l'arrêt, la Cour établit un constat d'une importance capitale pour la pratique et l'avenir de l'arbitrage. L'exercice de la compétence a amené le Tribunal à renoncer à résoudre complètement le différend qui, lors de la signature du compromis, opposait les Parties en ce qui concerne la délimitation des espaces maritimes relevant de chacune d'entre elles. Nous n'insisterons pas sur les conséquences particulièrement lourdes pour deux Etats en développement d'un tel

techniques, it resorted to other methods of demonstration and argument and, more particularly, to mathematics.

10. A judicial discussion is in fact a confrontation between two formal systems of logic, with a view to showing that one's adversary's logic is incompatible with the norm and rule of law. Under those circumstances, the judge has to go beyond the techniques of formal logic in order to settle the dispute, as that technique of argument is bound to lead, in the end, to "the ridiculous and the terrifying". Only the intervention of factual considerations such as the experience of daily life, the sense of the uncertain, provisional or aleatory, can break the vicious circle of this universe of forms. This means that dialectical logic is invaluable in judicial argument, as the solution thus arrived at may more reasonably be accepted as the least unsatisfactory of possible solutions, even if it is not the best. It is indeed highly desirable that a judicial decision may be seen as reasonable and just, thanks to a pedagogical comprehension of the way in which it has been reached. Unfortunately it is unusual for formal logic to respond immediately to those considerations.

11. While an arbitration tribunal is bound to act on that imperative need of authority, account must also be taken of the parties' right to expect justice to be properly administered. Indeed, international adjudication derives the whole of its authority from the trust placed in it by the parties, and it is only fair that that trust should be neither shaken nor impaired.

12. These considerations are sources of obligations for the tribunal and the arbitrators. By way of an enunciation, some of them may be called to mind in the context of this case: i.e., courtesy of the members of the tribunal; transparency of the judicial method adopted; reflexive and demonstrative approach; definitive settlement of the whole of the dispute submitted for adjudication, in accordance with the terms, object and purpose of the Arbitration Agreement; celerity of the deliberation. The arbitration tribunal and its members are imperatively required to ensure that the decision has the full authority of *res judicata*. This is why we are convinced that a decision whose authority is strongly contested loses a very large measure of its legal value; its being "called into question" deprives it of the authority of *res judicata*.

II. THE QUESTION OF THE DEFINITIVE SETTLEMENT OF THE WHOLE OF THE DISPUTE BETWEEN GUINEA-BISSAU AND SENEGAL

13. In paragraph 66 of the Judgment, the Court makes a point of fundamental importance for the practice and the future of arbitration. The exercise of its jurisdiction led the Tribunal to forgo a complete settlement of the dispute that, at the time of signature of the Arbitration Agreement, existed between the Parties with respect to the delimitation of the maritime areas appertaining to each one of them. We shall not dwell on the particularly serious consequences of such a result for two developing

résultat. Le Tribunal arbitral avait l'obligation de régler définitivement et complètement le différend qui lui était soumis, selon les termes du compromis en général, dont l'article 2 n'est qu'un simple élément. A titre de simple référence à différents systèmes juridiques nationaux, nous aimerions évoquer le système dit de l'économie de procédure qui est plus contraignant. Selon ce principe, les juges saisis d'un problème ont l'obligation de chercher les moyens qui permettent de vider l'ensemble d'un différend, dans les meilleurs délais possibles et au moindre coût pour les parties. Il nous paraît souhaitable que le juge international prenne en considération ces idées pratiques en raison de la nature très complexe du contentieux international.

14. Pour la Cour, le résultat de la sentence attaquée est directement lié à la rédaction du compromis d'arbitrage. Nous pensons qu'il n'appartient pas à la Cour de confirmer ou d'infirmer le raisonnement de la juridiction arbitrale quant à la qualité de la rédaction du compromis que les Parties ont conclu : la Cour a le devoir de vérifier que le Tribunal a fait une correcte et satisfaisante application des règles d'interprétation des traités, en l'occurrence du compromis d'arbitrage. Dans ces conditions, la question est de déterminer si une interprétation fondée exclusivement sur une analyse littérale des neuf mots introductifs de la seconde question posée au Tribunal est suffisante pour dégager le contenu de la volonté commune des Parties. Nous souscrivons pleinement aux développements consacrés par M. Weeramantry aux règles qui régissent l'interprétation des conventions internationales. Il appartient à la juridiction saisie de tenir simultanément compte des trois éléments constitutifs d'un accord international : la lettre, l'objet et le but de l'accord. La difficulté inhérente à l'interprétation du compromis d'arbitrage tient à la double nature de cet instrument : acte diplomatique, le compromis est un élément qui fournit de nouvelles données aux négociations entre les Parties ; mais, acte juridique, le compromis détermine les éléments qui structurent l'objet du différend. Aussi nous apparaît-il insuffisant de se limiter à une simple analyse littérale.

Rappeler au Tribunal la règle de l'interprétation synchrétique ou symbiotique des trois éléments susmentionnés n'est pas rechercher une autre signification de l'accord ; c'est simplement respecter dans toute sa plénitude la volonté des Parties, exercice difficile s'il en est.

15. Dans la présente affaire de la sentence arbitrale, la Cour, rejoignant en cela le président du Tribunal arbitral, M. Barberis, constate que la sentence n'a pas délimité l'ensemble des territoires maritimes qui relèvent respectivement de la Guinée-Bissau et du Sénégal. En outre, elle a accepté la démarche du Tribunal qui a réduit les termes du problème à une question de succession d'Etats : maintien en vigueur de l'échange de lettres franco-portugais de 1960. Nous souscrivons certes sans difficulté au principe selon lequel n'existe pas pour le juge international une obligation analogue à celle édictée par l'article 4 du Code civil français, principe rappelé par le Tribunal arbitral égypto-israélien dans l'affaire de Taba : « The Tribunal has not the task to determine the course of the boundary

countries. The Arbitration Tribunal was under an obligation to settle the dispute submitted to it definitively and completely, in accordance with the terms of the Arbitration Agreement in general, of which Article 2 is no more than one element. By way of a mere reference to various national legal systems, we would mention the system known as that of procedural economy, which is more compelling. This principle requires that judges to whom a problem has been submitted should seek for the means enabling the whole of the dispute to be resolved, at the earliest possible date and at the lowest possible cost to the parties. Given the very complex nature of international litigation, it appears to us advisable that the international judge should take these practical ideas into consideration.

14. For the Court the result of the Award contested is directly linked to the drafting of the Arbitration Agreement. We believe that it is not for the Court to confirm or reject the reasoning of the Arbitration Tribunal as to the quality of the drafting of the Agreement the Parties concluded: it is the duty of the Court to ascertain that the Tribunal has made a correct and satisfactory application of the rules concerning the interpretation of treaties, in this instance of the Arbitration Agreement. Consequently, the question is whether an interpretation based exclusively on a literal analysis of the prefatory words of the second question put to the Tribunal suffices to bring out the content of the common will of the Parties. We subscribe fully to the points made by Judge Weeramantry with respect to the rules governing the interpretation of international conventions. It is incumbent on the court seised of a dispute to take simultaneously into account the three constitutive elements of an international agreement: the letter, the object and the purpose of the agreement. The difficulty inherent in the interpretation of the Arbitration Agreement results from the dual nature of this instrument: as a diplomatic act, that Agreement is an element introducing new factors into the negotiations between the Parties; but, as a legal act, it determines the elements structuring the object of the dispute. For these reasons we consider a mere literal analysis to be insufficient.

To recall to the Tribunal the rule of syncretic or symbiotic interpretation of the three above-mentioned elements does not amount to an attempt to give the Agreement another meaning; all it does is to respect fully the will of the Parties, a difficult exercise if ever there was one.

15. In the present case of the Arbitral Award, the Court notes, as did the President of the Arbitration Tribunal, Mr. Barberis, that the Award did not delimit the whole of the maritime areas appertaining respectively to Guinea-Bissau and Senegal. Moreover, the Court accepted the line of argument of the Tribunal whereby it reduced the terms of the problem to a question of State succession: maintenance in force of the Franco-Portuguese Exchange of Letters of 1960. To be sure, we have no difficulty in subscribing to the principle that there does not exist for the international judge an obligation analogous to that laid down by Article 4 of the French Civil Code, a principle recalled by the Arbitral Tribunal set up by Egypt and Israel in the *Taba* case: "The Tribunal has not the task to determine

from BP 91 to the shore and beyond.» (*International Legal Materials*, vol. 27, n° 4, p. 82.) Mais sans avoir à substituer ses propres motivations à celles du Tribunal arbitral, la Cour a, de notre point de vue, le devoir d'évoquer le silence du Tribunal arbitral sur la contradiction évidente et immédiate entre les résultats de la sentence et quelques observations de caractère littéral, indiscutables, telles que :

1) L'appellation du Tribunal :

TRIBUNAL ARBITRAL
POUR LA DÉTERMINATION
DE LA FRONTIÈRE MARITIME
GUINÉE-BISSAU/SÉNÉGAL

TRIBUNAL ARBITRAL
PARA A DETERMINAÇÃO
DA FRONTEIRA MARÍTIMA
GUINÉ-BISSAU/SENEGAL

2) Le préambule du compromis du 12 mars 1985 — le but du traité :

« Reconnaissant qu'ils n'ont pu résoudre par voie de négociation diplomatique le différend relatif à la détermination de leur frontière maritime,

Désirant, étant donné leurs relations amicales, parvenir au règlement de ce différend dans les meilleurs délais, et à cet effet ayant décidé de recourir à un arbitrage ».

3) L'objet du différend selon le Tribunal arbitral dans la sentence :

« 27. Le seul objet du différend soumis par les Parties au Tribunal porte donc sur la détermination de la frontière maritime entre la République du Sénégal et la République de Guinée-Bissau, question qu'elles n'ont pu résoudre par voie de négociation. »

Le silence du Tribunal arbitral sur ces données simples est critiquable et ce n'est pas réclamer une interprétation autre de la convention que d'interpeller la sentence sur la validité d'un raisonnement linéaire, au surplus unilatéral, et sa cohérence intrinsèque. Contrairement à l'avis exprimé par la Cour au paragraphe 55, nous pensons que c'est la conclusion qui doit être lue à la lumière du titre du Tribunal, du but du traité et de la définition du différend et non l'inverse.

16. Que la proposition conditionnelle de la question 2 soit source de difficultés pour l'interprétation de la convention, c'est l'évidence même, mais semble avoir été oublié le fait que ces neuf mots introductifs représentent le prix diplomatique du règlement du différend par voie arbitrale. Par ailleurs, il appartenait au Tribunal d'assurer une présentation cohérente de toutes les données du différend dans le cadre d'une interprétation correcte et complète du traité. Tout est par ailleurs dit et donné dans le compromis pour que des travaux du Tribunal puisse sortir une ligne fron-

the course of the boundary from BP 91 to the shore and beyond” (*International Legal Materials*, Vol. 27, No. 4, p. 82). But, without having to substitute its own reasons for those of the Arbitration Tribunal, the Court has, from our point of view, an obligation to take into account the silence of the Arbitration Tribunal over the obvious and immediate contradiction between the results of the Award and a number of observations of a literal, unquestionable nature, such as:

(1) The title of the Tribunal

TRIBUNAL ARBITRAL
POUR LA DÉTERMINATION
DE LA FRONTIÈRE MARITIME
GUINÉE-BISSAU/SÉNÉGAL

TRIBUNAL ARBITRAL
PARA A DETERMINAÇÃO
DA FRONTEIRA MARÍTIMA
GUINÉ-BISSAU/SENEGAL

(2) The Preamble of the Arbitration Agreement of 12 March 1985 — the purpose of the Treaty:

“Recognizing that they have been unable to settle by means of diplomatic negotiation the dispute relating to the determination of their maritime boundary,

Desirous, in view of their friendly relations, to reach a settlement of that dispute as soon as possible and, to that end, having decided to resort to arbitration”.

(3) The object of the dispute according to the Arbitration Tribunal in the Award:

“27. The sole object of the dispute submitted by the Parties to the Tribunal accordingly relates to the determination of the maritime boundary between the Republic of Senegal and the Republic of Guinea-Bissau, a question which they have not been able to settle by means of negotiation.”

The silence the Tribunal observed with regard to these simple elements is open to criticism and one can without requiring another interpretation of the convention call the Award into question over the validity of the linear, and additionally unilateral mode of reasoning and its intrinsic coherence. Contrary to the view expressed by the Court in paragraph 55, we consider that it is the conclusion that must be read in the light of the title of the Tribunal, the purpose of the treaty and the definition of the dispute, not the other way round.

16. That the conditional proposition of Question 2 should have been a source of difficulties for the interpretation of the convention is perfectly obvious; but the fact appears to have been forgotten that the prefatory words are the diplomatic price paid for the settlement of the dispute by arbitration. Furthermore, it was incumbent upon the Tribunal to ensure a coherent presentation of all the elements of the dispute within the framework of a correct and complete interpretation of the treaty. Moreover, all that is required in order that the work of the Tribunal should result in a

tière. L'échec du Tribunal arbitral dans l'accomplissement de sa mission est un facteur suffisamment grave qui porte préjudice à l'institution arbitrale elle-même. Aussi estimons-nous que la Cour devait prendre la responsabilité de poursuivre jusqu'à son terme son analyse en tirant la conclusion juridique de son constat de carence et d'échec.

III. LA DÉFAILLANCE DU TRIBUNAL ARBITRAL ET L'EXCÈS DE POUVOIR

17. Contrairement à la position de la majorité des membres de la Cour, nous estimons que le Tribunal arbitral avait l'obligation juridique de fournir une réponse explicite, et par un vote spécifique, à la seconde question de l'article 2 du compromis d'arbitrage, sur la base d'une pleine motivation.

18. Les observations de la Cour rappelant la pratique normale des juridictions arbitrales méconnaissent la nature juridique de ces pratiques en les reléguant au seul domaine des faits. En droit le juge manque gravement à sa mission lorsqu'il décide de ne pas répondre à une question. En effet, la question énonce les termes de la difficulté dont la solution est demandée au juge; la question constitue, dès lors, la cause juridique de la procédure juridictionnelle, qu'elle soit judiciaire ou arbitrale. Sur le plan diplomatique l'énoncé de la question souligne l'importance du problème soulevé. La doctrine estime que «le Tribunal doit juger tout point prévu au compromis, fût-il d'avis qu'il n'y a pas lieu de l'examiner» (voir A. Balasko, *Causes de nullité de la sentence arbitrale en droit international public*, Paris, Pedone, 1938, p. 200; en ce sens voir P. Fauchille, *Traité de droit international public*, Paris, 1926, première partie, t. III, p. 548). A l'appui de cette idée, on peut rappeler la jurisprudence de la Cour internationale de Justice dans l'affaire du *Détroit de Corfou*:

« Aux termes de la première question du compromis, la Cour est invitée à répondre aux deux points suivants :

- i) l'Albanie est-elle responsable, selon le droit international, des explosions et des dommages et pertes humaines qui en seraient suivis, et
- ii) y a-t-il le cas de réparations à donner ?

Ce texte a fait naître certains doutes. Si la réponse au premier point est affirmative, il en résulte déjà que réparation est due et il aurait été superflu d'ajouter le deuxième point, à moins que dans l'esprit des Parties ce point visât quelque chose de plus qu'une simple déclaration, aux termes de laquelle la Cour constaterait que réparation est due. Il serait en effet contraire aux règles d'interprétation généralement reconnues de considérer qu'une disposition de ce genre, insérée dans un compromis, soit une disposition sans portée et sans effet. A cet égard, la Cour se réfère à l'opinion exprimée par la Cour perma-

frontier line is said and given in the Arbitration Agreement. The failure of the Arbitration Tribunal to perform its mission is a sufficiently serious factor prejudicial to arbitration as an institution. We therefore consider that the Court should have taken it upon itself to carry its analysis to its conclusion by drawing the appropriate legal conclusion from the omission and the failure of which it took note.

III. THE SHORTCOMINGS OF THE ARBITRATION TRIBUNAL AND *EXCÈS DE POUVOIR*

17. Contrary to the majority of the Members of the Court, we believe that the Arbitration Tribunal was under a legal obligation to give an explicit answer, and to do so by a separate vote, to the second question of Article 2 of the Arbitration Agreement, on the basis of a full statement of its reasons.

18. The observations of the Court concerning the normal practice of arbitral tribunals disregard the legal nature of that practice by confining it within the area of facts. In law a judge seriously fails to perform his mission whenever he decides not to answer a question. For the question lays down the terms of the difficulty that the judge is asked to resolve; the question thus constitutes the legal cause of the litigation, whether it be judicial or arbitral. On the diplomatic plane the formulation of the question underlines the importance of the problem raised. The doctrinal position is that "the Tribunal must adjudicate every point referred to in the *compromis*, even if in its opinion it does not arise to be considered" (cf. A. Balasko, *Causes de nullité de la sentence arbitrale en droit international public*, Paris, Pedone, 1938, p. 200, whose opinion is shared by P. Fauchille, *Traité de droit international public*, Paris, 1926, Part I, Vol. III, p. 548). This is supported by the following observations of the International Court of Justice in its Judgment on the Merits in the *Corfu Channel* case:

"In the first question of the Special Agreement the Court is asked:

- (i) Is Albania under international law responsible for the explosions and for the damage and loss of human life which resulted from them, and
- (ii) is there any duty to pay compensation?

This text gives rise to certain doubts. If point (i) is answered in the affirmative, it follows from the establishment of responsibility that compensation is due, and it would be superfluous to add point (ii) unless the Parties had something else in mind than a mere declaration by the Court that compensation is due. It would indeed be incompatible with the generally accepted rules of interpretation to admit that a provision of this sort occurring in a special agreement should be devoid of purport or effect. In this connection, the Court refers to the views expressed by the Permanent Court of Interna-

nente de Justice internationale à propos de questions d'interprétation semblables. Dans l'avis consultatif n° 13 en date du 23 juillet 1926, cette Cour s'est exprimée comme suit (*Série B n° 13*, p. 19): « Mais, pour autant qu'il s'agit de la question spécifique de compétence, actuellement débattue, il peut suffire d'observer que la Cour, en déterminant la nature et l'étendue d'une disposition, doit envisager ses effets pratiques plutôt que le motif prédominant par lequel on la suppose avoir été inspirée. » Dans son ordonnance du 19 août 1929 dans l'affaire des Zones franches, la Cour a dit (*Série A n° 22*, p. 13) que « dans le doute, les clauses d'un compromis par lequel la Cour est saisie d'un différend doivent ... être interprétées d'une manière permettant à ces clauses de déployer leurs effets utiles. » (*Détroit de Corfou, fond, C.I.J. Recueil 1949*, p. 23-24.)

Cette obligation de fournir une réponse à chaque question posée nous paraît plus contraignante pour une juridiction arbitrale que pour une juridiction judiciaire, dans la mesure où celle-ci est soumise à un *corpus* précodifié de procédure, le juge arbitral étant au contraire lié corps et âme à la volonté des Etats parties au différend.

Les observations de la Cour et la jurisprudence qu'elle invoque dans le paragraphe 50 de l'arrêt ne sont pas suffisantes pour justifier la décision de non-réponse à la seconde question bien que des éléments de fait puissent être rapprochés du présent cas : l'existence d'une condition préalable à la réponse à la question suivante. En premier lieu, la décision de non-réponse à la seconde question dans l'affaire de l'*Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, deuxième phase*, est précédée d'un constat de carence ; car la Cour explique qu'il y aurait commission d'un excès de pouvoir si sa décision devait se substituer à la volonté des Parties (*C.I.J. Recueil 1950*, p. 230), tandis que, dans l'affaire de l'*Interprétation de l'accord gréco-bulgare du 9 décembre 1927*, la Cour permanente n'a pas manqué de relever l'incidence éventuelle de la non-réponse à la seconde question sur l'économie générale du questionnaire administré à la juridiction (*C.P.J.I. série A/B n° 45*, p. 87). Or nous avons relevé des lacunes de cette nature dans la sentence : l'éventualité d'un excès de pouvoir en cas de réponse à la seconde question, compte tenu de la réponse à la première, méritait une explication du Tribunal, tandis que les effets de la réponse à la première question sur l'économie générale du compromis ont fait l'objet d'un silence des arbitres que nous critiquons. Mais en second lieu, en matière d'obligation de fournir une réponse à chaque question, la jurisprudence invoquée par la Cour est peu appropriée. En effet, dans les trois cas cités, il s'agit d'avis consultatifs et non de décisions contentieuses. L'article 65 du Statut de la Cour est permissif. Il donne à la Cour le pouvoir d'apprécier si les circonstances de l'espèce sont telles qu'elles doivent la déterminer à ne pas répondre à une demande d'avis (*C.I.J. Recueil 1950*, p. 72) et ce dans la mesure où « la demande d'avis a un objet ... plus limité. Elle tend exclusivement à obtenir de la Cour certaines précisions juridiques... » (*ibid.*, p. 70). Cette différence de nature explique

tional Justice with regard to similar questions of interpretation. In Advisory Opinion No. 13 of July 23rd, 1926, that Court said (*Series B, No. 13*, p. 19): 'But, so far as concerns the specific question of competence now pending, it may suffice to observe that the Court, in determining the nature and scope of a measure, must look to its practical effect rather than to the predominant motive that may be conjectured to have inspired it.' In its Order of August 19th, 1929, in the Free Zones case, the Court said (*Series A, No. 22*, p. 13): 'in case of doubt, the clauses of a special agreement by which a dispute is referred to the Court must . . . be construed in a manner enabling the clauses themselves to have appropriate effects.'" (*Corfu Channel, Merits, I.C.J. Reports 1949*, pp. 23-24.)

This obligation to give a reply to each question put weighs, in our view, more heavily on an arbitral tribunal than on a judicial one to the extent that the latter is subjected to a pre-codified procedural *corpus*, whereas the arbitral judge is, on the contrary, bound body and soul to the will of the States Parties to the dispute.

The observations made by the Court and the case-law it cites in paragraph 50 of the Judgment are inadequate to justify the decision not to reply to the second question, even though certain factual elements can be considered to have a bearing on the present case: the existence of a condition precedent to the reply to a subsequent question. In the first place, before deciding, in its Advisory Opinion on the *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania, Second Phase*, not to reply to the second question, the Court noted a default; for it observed that it would commit an *excès de pouvoir* were its decision to be substituted for the will of the Parties (*I.C.J. Reports 1950*, p. 230), while, in the case of the *Interpretation of the Greco-Bulgarian Agreement of 9 December 1927*, the Permanent Court did not fail to note the possible incidence of a failure to reply to the second question on the questionnaire before it, as a whole (*P.C.I.J., Series A/B, No. 45*, p. 87). Now we have noted lacunae of this nature in the Award: the possibility of there being, regard being had to the reply to the first question, an *excès de pouvoir* in the event of a reply to the second one, should have been the subject of explanatory comments by the Tribunal, whereas the effects of the reply to the first question on the Arbitration Agreement as a whole were passed over in silence by the arbitrators, which we do not consider proper. But, in the second place, as regards the obligation to answer each question, the case-law cited by the Court is of scant relevance. The three cases cited are advisory, not contentious ones. Article 65 of the Statute of the Court is permissive. It gives the Court the power to examine whether the circumstances of the case are such as should lead it to decline to answer the request (*I.C.J. Reports 1950*, p. 72), and that in so far as "the object of the Request is . . . more limited. It [the Request] is directed solely to obtaining from the Court certain clarifications of a legal nature . . ." (*ibid.*, p. 70). This difference in nature makes

les limites de la transposition de la procédure consultative dans le cadre d'une procédure contentieuse dont l'objet est la consécration d'un droit.

19. Contrairement à la position de la majorité des membres de la Cour, nous sommes convaincus qu'en statuant *infra petita* et, en décidant de ne pas répondre à la seconde question, le Tribunal a commis un excès de pouvoir par omission et ce sans motivation.

20. En exerçant la compétence de la compétence, le Tribunal arbitral a-t-il effectivement accompli de manière licite la mission qui lui était dévolue, en ne justifiant pas de façon complète, à notre avis, son refus de réponse à la seconde question ? La Cour se déclare satisfaite de la motivation brève mais jugée suffisante que le Tribunal a utilisée pour justifier sa décision. La concision et la clarté sont effectivement des qualités rares, mais le problème n'est pas d'ordre quantitatif — il ne s'agit pas d'apprécier la longueur et les qualités littéraires et artistiques d'un raisonnement — mais d'ordre épistémologique. Quelle est la validité du recours à la conclusion logique pour justifier la non-réponse à la seconde question, décision non consacrée explicitement ni par un vote ni par un dispositif exprès ?

21. L'argumentation tirée de la conclusion logique est concevable, si les relations de cause à effet entre les deux propositions ont un caractère inéluctable. Or, dans le cas présent, ce trait de caractère n'est pas établi de façon évidente. Prises isolément, l'opinion dissidente du troisième arbitre ainsi que la déclaration du président du Tribunal remettent en cause les conclusions susceptibles d'être déduites de la proposition retenue par le Tribunal. En effet la déclaration de M. Barberis est en contradiction avec le texte de la sentence dans la mesure où elle reconnaît que le Tribunal a failli à sa compétence alors qu'il avait l'obligation d'accomplir jusqu'à son terme sa mission.

22. D'une manière générale, la valeur démonstrative de la conclusion logique se conçoit aisément dans les rapports de causalité. En revanche la logique juridique relève plus des relations d'imputabilité. La conclusion logique, dans ces conditions, peut apparaître pertinente lorsqu'en droit il s'agit d'assurer l'effectivité, la consolidation d'un droit déjà consacré. Au contraire, elle est nettement insuffisante pour justifier le rejet d'une requête tendant à obtenir le respect d'un droit ; en refusant purement et simplement de prêter attention à d'autres prémisses, elle constitue une affirmation de principe et n'apparaît pas comme une technique démonstrative. Dans le cas de rejet d'une demande, la conclusion logique équivaut à une absence de motifs. Pour ces raisons, nous estimons que la non-réponse à la seconde question du compromis et le refus de joindre une carte à la sentence traduisent un défaut de motivation. Cette défaillance du Tribunal est-elle constitutive d'excès de pouvoir par omission ?

23. L'article 35 du modèle de règles sur la procédure arbitrale, élaboré par la Commission du droit international, met un terme au débat théorique sur la consécration de l'excès de pouvoir du tribunal comme cause de nullité d'une sentence arbitrale. De manière simple, on peut décrire l'excès de pouvoir comme la transgression par une juridiction compétente

clear the limits of the transposition of the advisory procedure into the setting of a contentious one, the object of which is to sanction a right.

19. Contrary to the position of the majority of the Members of the Court, we are convinced that by deciding *infra petita* and opting for not replying to the second question, the Tribunal committed an *excès de pouvoir* through omission and did so without stating its reasons.

20. In exercising the *compétence de la compétence*, did the Tribunal, which, in our opinion, failed to justify fully its refusal to reply to the second question, effectively perform, in a lawful manner, the mission entrusted to it? The Court declares itself satisfied with the statement of reasoning, succinct but judged to be sufficient, by which the Tribunal justified its decision. Concision and clarity are indeed rare qualities, but the problem is not quantitative — it is not a question of appreciating the length and the literary and artistic qualities of a line of reasoning — but epistemological. What is the validity of recourse to the logical conclusion to justify the absence of a reply to the second question, a decision which did not take explicit shape in a vote or an express operative provision?

21. The argument based on the logical conclusion is conceivable if the causal relationship between the two propositions is ineluctable in nature. But, in the present case, this is by no means clearly established. Taken in isolation, the dissenting opinion of the third Arbitrator, as well as the declaration of the President of the Tribunal, calls into question the conclusions that may be drawn from the proposition adopted by the Tribunal. For Mr. Barberis's declaration is in contradiction with the text of the Award in so far as the declaration recognizes that the Tribunal failed to exercise its jurisdiction even though it was under an obligation to perform its task fully.

22. Generally speaking, the demonstrative value of the logical conclusion is easily conceivable in relationships of causality. But legal logic has more to do with relations of imputability. This being so the logical conclusion may appear to be pertinent whenever in law the object is to ensure the effectivity, the consolidation of a right already created. On the contrary, it is altogether insufficient to justify the rejection of an application that aims to bring about respect for a right; in as much as it refuses purely and simply to pay due regard to other premises, it constitutes an affirmation of principle and does not appear to be a technique for demonstrating. In the case of the rejection of an application, the logical conclusion is the equivalent of a failure to give reasons. This is why we consider that the absence of a reply to Question 2 of the Arbitration Agreement and the refusal to annex a map to the Award reflect an absence of reasons. Does this default on the part of the Tribunal constitute an *excès de pouvoir* through omission?

23. Article 35 of the Model Rules on Arbitral Procedure elaborated by the International Law Commission brought to an end the theoretical debate as to whether *excès de pouvoir* on the part of the tribunal constitutes a ground of nullity of an arbitral award. To put the matter simply, the *excès de pouvoir* can be described as the transgression committed by a compe-

du cadre juridique de sa mission. Il « consiste en toute violation, toute méconnaissance, tout dépassement ou toute omission des dispositions de l'accord d'arbitrage... » (Balasko, *op. cit.*, p. 153). Dans un arbitrage, le compromis indique les décisions et les actes que le tribunal doit prendre ou édicter. Les dispositions du compromis, préambule et *corpus*, lient de façon impérative la compétence du tribunal arbitral; en revanche ce dernier jouit d'une compétence discrétionnaire pour la détermination, de manière explicite, des modalités par lesquelles l'arbitre parvient à ces décisions et ce afin d'écartier tout soupçon de nature à altérer l'autorité de la sentence. Dans ces conditions, l'excès de pouvoir de l'arbitre peut être commis par action ou par omission. Faute par le tribunal de statuer sur un point prévu par le compromis, il y a excès de pouvoir *infra petita*. La présente affaire de la sentence du 31 juillet 1989 représente un de ces cas exceptionnels.

24. *A contrario*, nous pensons qu'il appartenait au Tribunal de démontrer en quoi pouvait représenter un excès de pouvoir l'achèvement de la détermination de la ligne unique de frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal, et ce au regard de la réponse à la première question qu'énonçait l'article 2. Cette omission, à notre avis, est un manquement grave du Tribunal à sa mission.

25. Le refus de joindre une carte constitue ouvertement une autre violation des dispositions du compromis, pour les mêmes motifs que la décision de non-réponse à la seconde question. Si effectivement le Tribunal a estimé inutile l'établissement d'une carte en l'absence d'une part d'une réponse à la seconde question et d'autre part d'une délimitation globale de l'ensemble des espaces maritimes par une ligne frontière unique, la Cour se devait, à notre avis, compte tenu de cette défaillance, de contester le bien-fondé de la sentence dès lors qu'était en jeu le respect du droit des Parties à une bonne administration de la justice internationale.

(Signé) Andrés AGUILAR MAWDSLEY.

(Signé) Raymond RANJEVA.

tent tribunal of the legal framework of its mission. It “consists in any violation, any disregard, any overstepping of or non-compliance with the provisions of the Arbitration Agreement . . .” (Balasko, *op. cit.*, p. 153). In an arbitration the *compromis* sets forth the decisions and acts that the tribunal must take or decree. The provisions of the *compromis*, its preamble and its body, determine in a mandatory manner the jurisdiction of the arbitral tribunal; on the other hand, the latter enjoys discretionary powers to ascertain, in an explicit fashion, the modalities by which the arbitrator reaches those decisions, and that in order to guard against any suspicion which might impair the authority of the award. This being so, *excès de pouvoir* can be committed by the arbitrators through acts or omissions. If the tribunal fails to adjudicate on a point referred to in the *compromis*, there is *excès de pouvoir infra petita*. The present case of the Award of 31 July 1989 involves one of these exceptional cases.

24. *A contrario*, we consider that it was incumbent on the Tribunal to demonstrate how an *excès de pouvoir* could result from its completion of the determination of the single line of the maritime boundary between Guinea-Bissau and Senegal, regard being had in this respect to the reply to the first question put in Article 2. This omission is, in our opinion, a serious failure by the Tribunal to perform its mission.

25. The refusal to include a map manifestly constitutes another violation of the provisions of the Arbitration Agreement, for the same reasons as in respect of the decision not to reply to the second question. If the Tribunal did in fact consider it unnecessary to prepare a map in the absence, on the one hand, of a reply to the second question and, on the other, of a global delimitation of the maritime spaces as a whole by a single boundary line, the Court should, in our opinion, having regard to this omission, have called into question the soundness of the Award inasmuch as the necessary respect for the right of the Parties to a proper administration of international justice was at stake.

(Signed) Andrés AGUILAR MAWDSLEY.

(Signed) Raymond RANJEVA.